



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

**Arrêté n° 20221026-DEC-DAEN0890 du 13 DEC. 2022**  
portant mise en demeure  
Société COURBIS SYNTHÈSE à Romans-sur-Isère (26)

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement, notamment le livre Ier, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et R. 171-1, et le livre V, titre Ier (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le Code de la justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R. 421-1 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;

**Vu** les articles 12 et 13 de l'arrêté ministériel susvisé ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux encadrant l'exploitation du site COURBIS SYNTHÈSE de Romans-sur-Isère, notamment l'arrêté préfectoral cadre modifié n°05-1904 du 17 mai 2005 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 novembre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date du 23 novembre 2022 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant ;

**Considérant** que le site COURBIS SYNTHÈSE se situe en zone de sismicité moyenne (zone de sismicité 3) au regard du décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

**Considérant** que l'article 13 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié prévoit que les installations Seveso seuil haut situées en zone de sismicité 3 (dont fait partie le site COURBIS SYNTHÈSE) produisent au plus tard le 31 décembre 2020 une étude séisme dont les objectifs sont décrits à l'article 12 du même arrêté ;

**Considérant** que, lors de la visite en date du 25 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

– l'exploitant n'a toujours pas transmis une telle étude séisme à la préfète de la Drôme malgré le courrier de rappel de l'inspection des installations classées du 8 octobre 2020 ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

## ARRÊTE

### Article 1

La société COURBIS SYNTHÈSE exploitant une installation de fabrication de pièce en polyuréthane sise 14 rue Marie Curie sur la commune de Romans-sur-Isère est mise en demeure de respecter les articles 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, en élaborant une étude sisme conformément à l'article 12 de l'arrêté susvisé.

### Article 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### Article 3

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme ([www.drôme.gouv.fr](http://www.drôme.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 4

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de Grenoble, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).


Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

### Article 5

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société COURBIS SYNTHÈSE et dont une copie sera adressée au maire de Romans-sur-Isère.

Valence, le **13 DEC. 2022**

La préfète,

  
Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale  
**Marie ARGOUARC'H**